

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo échange avec Ban ki-moon sur la riposte Covid-19 au Gabon

L-JN
Libreville/Gabon

LE président Ali Bongo Ondimba a échangé, hier par visioconférence depuis sa résidence de la Sablière dans la commune d'Akanda, avec Ban ki moon, ancien secrétaire général des Nations unies (ONU).

L'ancien patron de l'organisation onusienne a naturellement salué les mesures courageuses et sans précédent prises par le Gabon « pour combattre cet ennemi, qui est non seulement une menace pour la santé des Gabonais, des Africains, mais aussi pour votre économie. »

assez mieux dans un environne-

ment où la situation épidémiologique s'aggrave chaque jour davantage, exigeant des Etats plus d'efforts, de détermination et de solidarité pour faire face à ce virus tapi dans l'ombre qui sème la mort et la désolation partout à travers la planète.

A cet effet, l'ancien patron de l'organisation onusienne, qui suit depuis son pays la Corée, l'évolution de cette pandémie à travers le monde, a naturellement salué les mesures courageuses et sans précédent prises par le Gabon « pour combattre cet ennemi, qui est non seulement une menace pour la santé des Gabonais, des Africains, mais aussi pour votre économie, a dit Ban ki-moon.



Le chef de l'Etat et l'ex-secrétaire général de l'Onu, Ban ki-moon, au cours de leurs échanges par visioconférence.

ment où la situation épidémiologique s'aggrave chaque jour davantage, exigeant des Etats plus d'efforts, de détermination et de solidarité pour faire face à ce virus tapi dans l'ombre qui sème la mort et la désolation partout à travers la planète.

Pour l'ancien patron de l'Onu, il est évident que le combat contre la Covid-19 et celui du réchauffement climatique ne saurait être dissocié. L'énergie engagée pour la réponse contre cette épidémie doit au moins élever celle contre le réchauffement climatique.

Dans cet ordre d'idées, il a insisté sur l'urgence d'aligner les mesures sur le climat avec les accords de Paris et aussi sur la nécessité de prendre en compte des solutions plus organiques, naturelles non seulement pour éviter un retour de la pandémie mais aussi pour préserver la biodiversité.

La députée Solange Odina s'en est allée

M.A.M
Libreville/Gabon

DECEDEE il y a quelques jours au Maroc, la députée du 3e arrondissement de la commune de Franceville a tirée sa révérence à la fleur de l'âge des suites d'une maladie. Militante de longue date du Parti démocratique gabonais (PDG), Solange Odina siégeait pour la première fois à l'Assemblée nationale depuis le début de la présente législature.

Née le 21 août 1970 à Franceville (Haut-Ogooué), l'illustre disparu rentre très tôt dans la vie active en embrassant une carrière d'enseignante au sortir d'une formation à l'Ecole normale des instituteurs de sa ville natale. Remarquée pour ses performances, Solange Odina est promue en qualité d'intendant au CES Mamadou Lewo. En marge de sa vie professionnelle, l'ancienne enseignante s'était lancée sur le terrain de la politique. A cet effet, c'est le parti au pouvoir qu'elle choisira pour imprimer ses marques. Reconnue par ses "camarades" comme étant une militante "très discrète, dynamique et battante", Solange Odina s'était vue confier plusieurs responsabilités dans la vie de son parti dans son fief. C'est ainsi que, pour ce qui est des processus électoraux, elle représentait le PDG en qualité d'assesseur et de vice-président



Solange Odina, de son vivant.

de la majorité. Toute chose qui aura favorisé ses nominations, tour à tour, en qualité de membre du Comité central (MCC), secrétaire d'arrondissement du 3e et du 4e arrondissement, puis secrétaire communal.

Ses compagnons politiques éplorés qu'elle laisse derrière elle, garde d'elle un souvenir d'une femme qui "aimait la vie et ne manquait jamais d'égayer l'assistance par la douceur, son sourire de jeune femme déterminée et vouée à la tâche".

L'ancienne 2e rapporteur de la Commission des Finances à l'Assemblée nationale était mère de cinq enfants et grand-mère de trois petits-fils.

Miroir du gouvernement Comme un éveil national

Si ces dernières semaines, on a pu raisonnablement reprocher au gouvernement de ne pas associer toutes les intelligences dans sa riposte contre le coronavirus, ce reproche ne devrait plus être de mise à l'issue de la rencontre qu'a présidée, samedi dernier, à l'immeuble Arambo, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, avec les membres de la communauté scientifique nationale. Tant le chef du gouvernement a appelé ses principaux interlocuteurs à se mettre à la "recherche d'une solution endogène dans le traitement ou la préven-

tion du coronavirus". Un appel qui devrait faire date, d'autant qu'il est souvent fait grief, à tort ou à raison, à nos gouvernants, de préférer l'expertise expatriée aux compétences locales, dans la résolution de certaines problématiques.

C'est dire la portée de l'appel du chef du gouvernement, tant il symbolise, d'une certaine façon, un changement de paradigme des autorités gouvernementales, plus que jamais conscientes de la nécessité d'impliquer nos chercheurs dans la recherche des solutions aux maux touchant la vie de

leurs compatriotes, en prenant en compte leurs avis et propositions.

Comme quoi, au-delà de ses effets induits dans notre vie quotidienne, le coronavirus pourrait agir comme l'élément déclencheur de notre "éveil national". D'autant plus que cette crise sanitaire étale au grand jour la trop grande vulnérabilité de notre pays sur les plans alimentaire, agricole, pharmaceutique, médical, etc. Une large dépendance vis-à-vis de l'extérieur qu'il conviendrait mieux d'atténuer, au besoin en s'appuyant, plus que par le passé, sur

leurs compétences, l'ingéniosité et le savoir-faire locaux.

En tout cas, notre pays ne peut vraisemblablement plus se permettre de laisser cette situation perdurer. En convoquant, samedi dernier, le monde de la science, le gouvernement a, dans une certaine mesure, esquissé les contours de ce que pourrait être son action au terme de cette crise sanitaire.

J.KOMBILE MOUSSAVOU